

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**AMUNDI INVESTISSEMENT FORESTIER**  
**Au capital minimum de 760 000 euros**  
**Groupement Forestier d'Investissement à capital variable**  
**Siège social : 91-93 Boulevard Pasteur - 75015 Paris**  
**N° Siren 892 439 548 RCS Paris**

\* \* \*

**AVIS DE CONVOCATION**

**A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 16 JUIN 2025**

\* \* \*

Les Associés du Groupement **AMUNDI INVESTISSEMENT FORESTIER** sont convoqués, sur première convocation :

**Lundi 16 juin 2025 à 16h30**  
**A la Villa M**  
**24/30 boulevard Pasteur – 75015 PARIS**

en Assemblée Générale Mixte, en vue de délibérer sur l'ordre du jour exposé ci-après :

Si cette Assemblée ne peut valablement délibérer faute de réunir le quorum requis, les Associés seront à nouveau convoqués.

**Ordre du jour à caractère ordinaire :**

- Lecture du rapport de gestion de la Société de Gestion concernant l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- Lecture du rapport du Conseil de Surveillance sur la gestion du GFI et sur les conventions visées par l'article L 214-106 du Code monétaire et financier,
- Lecture des rapports du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et sur les conventions visées par l'article L 214-106 du Code monétaire et financier,
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- Approbation des conventions réglementées visées par l'article L214-106 du Code monétaire et financier intervenues entre le GFI et la Société de Gestion, ou tout associé de cette dernière,
- Quitus à la Société de Gestion,
- Quitus au Conseil de Surveillance,
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- Distribution de sommes prélevées sur le poste « Prime d'émission »,
- Approbation des valeurs du GFI,
- Renouvellement/Nomination des membres du Conseil de Surveillance,
- Fixation de la rémunération du Conseil de Surveillance,
- Acceptation des candidats présentés par la Société de Gestion à l'Autorité des Marchés Financiers à la mission d'experts externes forestiers indépendants,
- Constitution et dotation d'un fonds de remboursement,
- Autorisation de cession d'éléments du patrimoine,

**Ordre du jour à caractère extraordinaire :**

- Modification des statuts pour tenir compte des évolutions législatives,

- Possibilité d'organiser des assemblées générales par voie de télécommunication,
- Modification de la commission de gestion et de la commission d'arbitrage,
- Recours à l'endettement
- Modification de la note d'information,
- Pouvoirs en vue des formalités.

Il est rappelé l'importance pour les Associés de participer à cette Assemblée, qui ne peut valablement délibérer, sur première convocation, sur les résolutions du ressort de l'Assemblée Générale Ordinaire, que si les Associés présents ayant voté à distance ou représentés détiennent au moins le quart du capital du Groupement AMUNDI INVESTISSEMENT FORESTIER et sur les résolutions du ressort de l'Assemblée Générale Extraordinaire, que si les Associés présents ou représentés détiennent au moins la moitié du capital du Groupement AMUNDI INVESTISSEMENT FORESTIER.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de l'Assemblée Générale réunie sur première convocation, l'Assemblée Générale devra alors se réunir une seconde fois, ce qui entraînera des frais supplémentaires pour le Groupement AMUNDI INVESTISSEMENT FORESTIER.

### **TEXTE DES RÉSOLUTIONS À CARACTÈRE ORDINAIRE**

#### **PREMIERE RESOLUTION**

*(Approbation des comptes annuels)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports :

- de la Société de gestion,
- du Conseil de surveillance,
- et du Commissaire aux comptes,

**approuve** dans tous leurs développements les rapports de gestion établis par la Société de gestion et le Conseil de surveillance ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils lui ont été présentés et approuve en conséquence les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

*(Approbation des conventions réglementées)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil de surveillance et du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L 214-106 du Code monétaire et financier,

**approuve** les termes desdits rapports ainsi que les conventions ou opérations visées dans ces rapports.

#### **TROISIEME RESOLUTION**

*(Quitus à la Société de gestion)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance,

donne quitus à la Société de gestion de sa mission pour l'exercice écoulé.

**QUATRIEME RESOLUTION**

*(Quitus au Conseil de surveillance)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance,

donne quitus au Conseil de surveillance de sa mission pour l'exercice écoulé.

**CINQUIEME RESOLUTION**

*(Affectation du résultat)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

ayant pris acte que :

- |   |               |
|---|---------------|
| - le résultat du troisième exercice clos est de : | 23 551,91. €  |
| - le report à nouveau est de :                    | -422 202,47 € |
- 

**Décide** d'affecter le résultat bénéficiaire :

- |                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| - Au report à nouveau à hauteur de : | 23 551,91 € |
|--------------------------------------|-------------|

Ramené ainsi à un - 398 650,56 € €  
montant de :

**SIXIEME RESOLUTION**

*(Distribution de sommes prélevées sur le poste « Prime d'émission »)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires,

Ayant pris acte que le montant du poste "Prime d'émission" est d'au moins 403 622,11 €, décide de procéder à la distribution de 0,54 € par part représentant une somme globale de 403 622,11 € sur la base du nombre de part en pleine jouissance au 31 décembre 2024, par prélèvement sur le poste "Prime d'émission", étant précisé que le nombre de part en pleine jouissance sera arrêté à l'issue de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire de votre GFI.

#### **SEPTIEME RESOLUTION**

*(Approbation des valeurs du GFI)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,  
conformément aux dispositions de l'article L 214-109 du Code monétaire et financier,

**approuve** les valeurs du GFI à la clôture du dernier exercice telles qu'elles figurent dans l'annexe au rapport de la Société de gestion, à savoir :

- valeur nette comptable :  
163 570 538,77 € €, soit 219,58 € par part,
- valeur de réalisation :  
213 733 597,61 €, soit 286,92 € par part,
- valeur de reconstitution :  
247 365 129,09 €, soit 332,07 € par part,

#### **HUITIEME RESOLUTION**

*(Renouvellement partiel du Conseil de Surveillance)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires,

**rappelle** que l'article 20 des Statuts de la SCPI prévoit que le Conseil de surveillance de la SCPI est composé de 7 membres au moins et de 12 membres au plus, nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire,

**rappelle** que Messieurs Julien GODART, Alain KUENTZ, Laurent TARDIF, Lionel PASCAL, Jean-Luc CUNY et Dominique GILLET ont été nommés par l'Assemblée Générale du 20 juin 2022 pour un mandat de trois exercices expirant lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

**décide** en conséquence de nommer en qualité de membres au Conseil de surveillance, pour une période de 3 ans, soit jusqu'à l'assemblée générale se tenant en 2028 qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027, et dans la limite des six (6) postes à pourvoir, les personnes figurant dans la liste jointe en annexe et ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

#### **NEUVIEME RESOLUTION**

*(Rémunération du Conseil de Surveillance)*

L'Assemblée Générale après avoir rappelé que :

- la dernière assemblée générale a décidé de fixer à 7.800€ la rémunération globale à allouer au Conseil de surveillance au titre 2024,
- que le Conseil a été amené à tenir 1 réunion supplémentaire au cours dudit exercice,

Qu'en conséquence, elle **décide** d'autoriser et ratifier le versement d'un jeton de présence supplémentaire exceptionnel de 2 400 euros correspondant à une indemnité de 300 euros pour chacun des membres présents et 600 euros pour le Président lors desdits conseils.

L'Assemblée Générale **fixe** à 11 700 € la rémunération globale à allouer au Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2025.

Les frais de déplacement des membres du Conseil de surveillance seront remboursés en sus dans le cadre des règles fixées par le règlement intérieur du Conseil de Surveillance selon la grille de frais du Groupe Amundi.

#### **DIXIEME RESOLUTION**

*(Acceptation des candidats présentés par la Société de Gestion à l'Autorité des Marchés Financiers à la mission d'experts externes forestiers indépendants)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

**décide** d'accepter la candidature en qualité d'experts externes forestiers indépendants, au sens de l'article R 214-170 du Code monétaire et financier, et conformément aux dispositions de l'article L 214-24-16 du même Code, de :

- Cabinet Frédéric LABBE, 1 chemin du batteur 58130 Saint-Aubin Les Forges
- Forêt Evolution, 15 route du Moulin – St Cyprien sur Dourdou 12320 Conques en Rouergue
- Cegeb, 68 rue du Centre 60350 Berneuil-sur-Aisne

**prend acte** que ceux-ci seront nommés par la Société de Gestion pour une durée de cinq (5) ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2025, sous réserve de l'acceptation des candidats susmentionnés par l'AMF,

L'Assemblée Générale **prend note** que la prochaine autorisation des candidats en qualité d'experts externes forestiers indépendants interviendra lors de l'assemblée générale de 2030 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

#### **ONZIEME RESOLUTION**

*(Constitution et dotation d'un fonds de remboursement)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

**décide**, conformément à l'article 25 des Statuts, de constituer un fonds de remboursement des parts destiné à contribuer à la fluidité du marché des parts, dans la limite d'un montant maximum de dotation ne pouvant excéder cinq millions d'euros. Les sommes allouées au fonds de remboursement proviendront du produit de la cession d'éléments du patrimoine forestier ou de bénéfices affectés lors de l'approbation des comptes annuels,

**décide** que le fonds de remboursement ainsi constitué fonctionnera selon les limites et critères d'utilisation qui suivent :

- les associés ayant une demande de retrait en attente depuis plus de six (6) mois sur le registre des retraits auront la possibilité de demander un remboursement de leurs parts en attente sur le fonds de remboursement ;
- la demande de remboursement formulée par un associé sur le fonds de remboursement ne pourra excéder deux-cents (200) parts ; dans l'hypothèse dans laquelle le nombre de parts d'un associé en attente sur le registre des retraits excéderait deux-cents (200) parts, le reliquat de cet ordre de retrait ne fera pas l'objet d'un remboursement par le fonds de remboursement et conservera son rang dans le registre des retraits ;
- les associés concernés recevront un courrier de la Société de Gestion dans l'ordre chronologique de leur inscription sur le registre des retraits, et dans la limite des capacités de remboursement du fonds de remboursement, leur indiquant qu'ils ont la possibilité de demander un remboursement de leurs parts en attente sur le fonds de remboursement, et les informations du prix auquel s'effectuerait le remboursement ;
- en cas de réponse positive, l'associé sera remboursé. Les demandes seront exécutées sur le fonds de remboursement le dernier jour du mois de la fin de période de réception des réponses par la Société de Gestion, dans l'ordre chronologique de leur inscription initiale sur le registre des retraits, et dans la limite des capacités de remboursement du fonds ;
- en cas de refus ou en l'absence de réponse dans un délai de deux (2) mois de l'associé à ce courrier, l'ordre de retrait conserve son rang dans le registre des retraits ;
- un même associé ne se verra proposer ou ne pourra bénéficier du fonds de remboursement qu'une fois par période de 12 mois. Ainsi, en cas de refus ou en l'absence de réponse de l'associé au courrier adressé par la société de gestion l'informant de la possibilité du fonds de remboursement dans un délai de deux (2) mois suivant sa date d'envoi, cet associé ne pourra plus bénéficier du fonds de remboursement pendant 12 mois à compter de la date d'envoi du courrier.

**autorise** la Société de Gestion, sans limitation de durée et étant précisé en tant que de besoin qu'aucune autorisation supplémentaire de l'assemblée générale ne sera nécessaire, à doter le fonds de remboursement dans le respect des conditions ci-dessus, dès qu'elle le jugera opportun, notamment en fonction des arbitrages à effectuer sur le patrimoine et au regard du montant cumulé de parts en attente de retrait et de durée d'attente des associés qui sollicitent leur retrait.

#### **DOUZIEME RESOLUTION**

*(Autorisation de cession d'éléments du patrimoine)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

**autorise** la Société de Gestion à effectuer toute aliénation portant sur le patrimoine forestier de la Société, dans les limites des articles R. 214-163 et R. 214-164 du Code monétaire et financier, et dans la limite d'un montant maximum égal à 15% de la valeur d'expertise du patrimoine forestier de la Société,

**décide** que cette autorisation est accordée à compter de ce jour et jusqu'à la date de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice en cours.

## **TEXTE DES RÉSOLUTIONS À TITRE EXTRAORDINAIRE**

### **TREIZIEME RESOLUTION**

*(Modification des statuts pour tenir compte des évolutions législatives)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

**rappelle** que l'ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024 (l'« **Ordonnance 2024** ») portant modernisation du régime des fonds d'investissement alternatifs a modifié le régime juridique des GFI. L'Assemblée Générale constate en particulier que :

- l'article 9 de l'Ordonnance 2024 a supprimé la possibilité de subordonner la conclusion de certaines opérations énumérées par les statuts à l'autorisation préalable du conseil de surveillance ; et
- l'article 11 de l'Ordonnance 2024 a modifié le régime de validation des valeurs de reconstitution et de réalisation des GFI, en supprimant le recours à une assemblée générale ou au conseil de surveillance ;

**rappelle** que l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 (l'« **Ordonnance 2025** ») relative aux organismes de placement collectif a modifié le régime juridique des GFI. L'Assemblée Générale constate en particulier que :

- l'article 4 de l'Ordonnance 2025 a supprimé les conditions de quorum pour que l'assemblée générale délibère valablement ; et
- l'article 8 de l'Ordonnance 2025 a modifié les règles de composition du conseil de surveillance en prévoyant qu'il peut être composé de 3 à 12 membres maximum ;

**constate** que certains articles des statuts du GFI ne tiennent pas compte des récentes évolutions législatives des GFI ;

**décide** de modifier, afin de tenir compte des évolutions apportées par l'Ordonnance 2024 et l'Ordonnance 2025, les statuts selon les modalités suivantes :

- d'apporter à l'article 6 « CAPITAL SOCIAL – VARIABILITÉ DU CAPITAL SOCIAL – RETRAIT DES ASSOCIÉS » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous dans la colonne « *Rédaction de l'article 6 après modification* », le reste de l'article demeurant inchangé :



Rédaction de l'article 6 avant modification	Rédaction de l'article 6 après modification
<p><b>6. CAPITAL SOCIAL – VARIABILITÉ DU CAPITAL SOCIAL – RETRAIT DES ASSOCIÉS</b></p> <p>[...]</p> <p><b>6.3 Retrait des associés</b></p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>Retrait non-compensé</i></li> </ul> <p>Dans l'hypothèse où le retrait n'est pas compensé par une souscription pendant au minimum deux (2) périodes de compensation consécutives, le remboursement pourra être réalisé par prélèvement sur le fonds de remboursement (si un tel fonds a été créé et doté). Il pourra s'effectuer à un prix qui ne peut être :</p> <p>(i) ni supérieur à la valeur de réalisation,</p> <p>(ii) ni inférieur à la dernière valeur de réalisation adoptée par l'assemblée générale des associés, ou le cas échéant fixée en cours d'exercice par la société de gestion après autorisation du conseil de surveillance de la Société, diminuée de 10 %, sauf accord préalable de l'Autorité des Marchés Financiers.</p>	<p><b>6. CAPITAL SOCIAL – VARIABILITÉ DU CAPITAL SOCIAL – RETRAIT DES ASSOCIÉS</b></p> <p>[...]</p> <p><b>6.3 Retrait des associés</b></p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>Retrait non-compensé</i></li> </ul> <p>Dans l'hypothèse où le retrait n'est pas compensé par une souscription pendant au minimum deux (2) périodes de compensation consécutives, le remboursement pourra être réalisé par prélèvement sur le fonds de remboursement (si un tel fonds a été créé et doté). Il pourra s'effectuer à un prix qui ne peut être :</p> <p>(i) ni supérieur à la valeur de réalisation,</p> <p>(ii) ni inférieur à la dernière valeur de réalisation <del>adoptée</del> par <del>l'assemblée générale des associés, ou le cas échéant fixée en cours d'exercice par la société de gestion après autorisation du conseil de surveillance de la Société</del> <u>arrêtée par la société de gestion</u>, diminuée de 10 %, sauf accord préalable de l'Autorité des Marchés Financiers.</p>

- d'apporter à l'article 7 « AUGMENTATION DU CAPITAL EFFECTIF » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous dans la colonne « *Rédaction de l'article 7 après modification* », le reste de l'article demeurant inchangé :

Rédaction de l'article 7 avant modification	Rédaction de l'article 7 après modification
<p><b>7. AUGMENTATION DU CAPITAL EFFECTIF</b></p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>Prix de souscription</i></li> </ul> <p>En vertu de la législation relative aux Groupements Forestiers d'Investissement, le prix de souscription des parts est déterminé sur la base de la valeur de reconstitution de la Société.</p> <p>Tout écart entre le prix de souscription et la valeur de reconstitution des parts supérieurs à 10 % doit être justifié par la société de gestion et notifié à l'Autorité des Marchés Financiers dans des conditions fixées par arrêté du Ministre de l'économie.</p> <p>La valeur de reconstitution de la Société est égale à la somme de la valeur vénale des actifs forestiers et de la valeur nette des autres actifs de la Société augmentée de la commission de souscription et de l'estimation des frais qui seraient nécessaires pour l'acquisition du patrimoine à la date de clôture de l'exercice.</p>	<p><b>7. AUGMENTATION DU CAPITAL EFFECTIF</b></p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>Prix de souscription</i></li> </ul> <p>En vertu de la législation relative aux Groupements Forestiers d'Investissement, le prix de souscription des parts est déterminé sur la base de la valeur de reconstitution de la Société.</p> <p>Tout écart entre le prix de souscription et la valeur de reconstitution des parts supérieurs à 10 % doit être justifié par la société de gestion et notifié à l'Autorité des Marchés Financiers dans des conditions fixées par arrêté du Ministre de l'économie.</p> <p>La valeur de reconstitution de la Société <u>est établie à la clôture de chaque exercice, sur la base de la valeur de réalisation et</u> est égale à la somme de la valeur vénale des actifs forestiers et de la valeur nette des autres actifs de la Société augmentée de la commission de souscription et de l'estimation des frais qui seraient nécessaires pour l'acquisition du patrimoine à la date de clôture de l'exercice.</p>

- d'apporter à l'article 15 « ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous dans la colonne « *Rédaction de l'article 15 après modification* », le reste de l'article demeurant inchangé :

Rédaction de l'article 15 avant modification	Rédaction de l'article 15 après modification
<p><b>15. ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION</b></p> <p>La société de gestion est investie, sous les réserves ci-après, des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires</p>	<p><b>15. ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION</b></p> <p>La société de gestion est investie, sous les réserves ci-après, des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires</p>

<p>de la Société et pour faire et autoriser tous les actes relatifs à son objet.</p> <p>Elle a notamment les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- administrer la Société et la représenter vis-à-vis des tiers et de toutes administrations,</li><li>- préparer et réaliser les augmentations de capital,</li><li>- acquérir toutes forêts et tous actifs forestiers, dans le cadre de l'objet de la Société, signer les actes d'achat, obliger la Société à exécuter toutes les charges et conditions stipulées dans ces actes, payer le prix, faire procéder à toutes formalités de publicité foncière, généralement, faire le nécessaire,</li><li>- consentir tous baux, pour la durée et aux prix, charges et conditions qu'elle jugera convenables,</li><li>- encaisser toutes sommes dues à la Société et payer toutes celles qu'elle pourrait devoir régler et arrêter tous comptes avec tous créanciers et débiteurs, donner toutes quittances et décharges,</li><li>- passer tous contrats d'assurances, exercer toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant,</li><li>- décider et faire exécuter tous travaux d'amélioration et d'entretien des bois et forêts et arrêter, à cet effet, tous devis et marchés,</li><li>- faire ouvrir tous comptes de chèques postaux et tous comptes bancaires et les faire fonctionner,</li></ul>	<p>de la Société et pour faire et autoriser tous les actes relatifs à son objet.</p> <p>Elle a notamment les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- administrer la Société et la représenter vis-à-vis des tiers et de toutes administrations,</li><li>- préparer et réaliser les augmentations de capital,</li><li>- acquérir toutes forêts et tous actifs forestiers, dans le cadre de l'objet de la Société, signer les actes d'achat, obliger la Société à exécuter toutes les charges et conditions stipulées dans ces actes, payer le prix, faire procéder à toutes formalités de publicité foncière, généralement, faire le nécessaire,</li><li>- consentir tous baux, pour la durée et aux prix, charges et conditions qu'elle jugera convenables,</li><li>- encaisser toutes sommes dues à la Société et payer toutes celles qu'elle pourrait devoir régler et arrêter tous comptes avec tous créanciers et débiteurs, donner toutes quittances et décharges,</li><li>- passer tous contrats d'assurances, exercer toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant,</li><li>- décider et faire exécuter tous travaux d'amélioration et d'entretien des bois et forêts et arrêter, à cet effet, tous devis et marchés,</li><li>- faire ouvrir tous comptes de chèques postaux et tous comptes bancaires et les faire fonctionner,</li></ul>
---	---

<ul style="list-style-type: none"> <li>- faire ouvrir tous comptes de séquestre et les faire fonctionner,</li> <li>- faire et recevoir toute la correspondance de la Société et retirer auprès de la Poste toutes lettres et tous paquets envoyés recommandés,</li> <li>- autoriser le nantissement des parts dans les conditions prévues ci-dessus,</li> <li>- arrêter les comptes et les soumettre à l'assemblée générale des associés,</li> <li>- convoquer l'assemblée générale des associés, arrêter leur ordre du jour et exécuter leurs décisions.</li> </ul> <p>Toutefois, la société de gestion ne peut en aucun cas recevoir en son nom des fonds pour le compte de la Société.</p> <p>Et la société de gestion ne pourra, sans y avoir été préalablement autorisée par l'assemblée générale des associés, contracter au nom de la Société des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme.</p> <p>La société de gestion ès-qualités ne contracte à raison de la gestion, aucune obligation personnelle relative aux engagements de la Société, et n'est responsable que de son mandat.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- faire ouvrir tous comptes de séquestre et les faire fonctionner,</li> <li>- faire et recevoir toute la correspondance de la Société et retirer auprès de la Poste toutes lettres et tous paquets envoyés recommandés,</li> <li>- autoriser le nantissement des parts dans les conditions prévues ci-dessus,</li> <li>- arrêter les comptes et les soumettre à l'assemblée générale des associés,</li> <li>- <u>arrêter et publier les valeurs comptables, de réalisation et de reconstitution de la Société à la clôture de chaque exercice,</u></li> <li>- convoquer l'assemblée générale des associés, arrêter leur ordre du jour et exécuter leurs décisions.</li> </ul> <p>Toutefois, la société de gestion ne peut en aucun cas recevoir en son nom des fonds pour le compte de la Société.</p> <p>Et la société de gestion ne pourra, sans y avoir été préalablement autorisée par l'assemblée générale des associés, contracter au nom de la Société des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme.</p> <p>La société de gestion ès-qualités ne contracte à raison de la gestion, aucune obligation personnelle relative aux engagements de la Société, et n'est responsable que de son mandat.</p>
--	--

- d'apporter à l'article 20 « CONSEIL DE SURVEILLANCE » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous dans la colonne « *Rédaction de l'article 20 après modification* », le reste de l'article demeurant inchangé :

Rédaction de l'article 20 avant modification	Rédaction de l'article 20 après modification
<p><b>20. CONSEIL DE SURVEILLANCE</b></p> <p><b>20.1 Composition :</b></p> <p>Le Conseil est composé de sept membres au moins et de douze membres au plus nommés par l'assemblée générale ordinaire de la Société.</p> <p>[...]</p> <p><b>20.5 Pouvoirs du Conseil de Surveillance :</b></p> <p>Le Conseil de Surveillance a pour mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'assister la société de gestion,</li> <li>- de présenter, chaque année, à l'assemblée générale, un rapport de synthèse sur l'exécution de sa mission, dans lequel il signale, s'il y a lieu, les irrégularités et les inexactitudes qu'il aurait rencontrées dans la gestion de la Société et donne son avis sur le rapport de la société de gestion. A cette fin, il peut à toute époque de l'année, après les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns, se faire communiquer tous documents ou demander à la société de gestion un rapport sur la situation de la Société,</li> <li>- d'émettre un avis sur les projets de résolutions soumis par la société de gestion aux associés de la Société,</li> <li>- de donner son avis sur les questions qui pourraient lui être posées par l'assemblée générale,</li> <li>- en cas de défaillance de la société de gestion, de convoquer sans délai une assemblée générale des associés de la</li> </ul>	<p><b>20. CONSEIL DE SURVEILLANCE</b></p> <p><b>20.1 Composition :</b></p> <p>Le Conseil est composé de <del>sept</del><sup>trois</sup> membres au moins et de douze membres au plus nommés par l'assemblée générale ordinaire de la Société.</p> <p>[...]</p> <p><b>20.5 Pouvoirs du Conseil de Surveillance :</b></p> <p>Le Conseil de Surveillance a pour mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'assister la société de gestion,</li> <li>- de présenter, chaque année, à l'assemblée générale, un rapport de synthèse sur l'exécution de sa mission, dans lequel il signale, s'il y a lieu, les irrégularités et les inexactitudes qu'il aurait rencontrées dans la gestion de la Société et donne son avis sur le rapport de la société de gestion. A cette fin, il peut à toute époque de l'année, après les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns, se faire communiquer tous documents ou demander à la société de gestion un rapport sur la situation de la Société,</li> <li>- d'émettre un avis sur les projets de résolutions soumis par la société de gestion aux associés de la Société,</li> <li>- de donner son avis sur les questions qui pourraient lui être posées par l'assemblée générale,</li> <li>- en cas de défaillance de la société de gestion, de convoquer sans délai une assemblée générale des associés de la</li> </ul>

Société devant pourvoir au remplacement de la société de gestion.	Société devant pourvoir au remplacement de la société de gestion.
<p>En outre, en cours d'exercice et en cas de nécessité, le Conseil de Surveillance peut autoriser la modification des valeurs comptables, de réalisation et de reconstitution de la Société sur rapport motivé de la société de gestion.</p>	<p><del>En outre, en cours d'exercice et en cas de nécessité, le Conseil de Surveillance peut autoriser la modification des valeurs comptables, de réalisation et de reconstitution de la Société sur rapport motivé de la société de gestion.</del></p>
<p>Chaque année, la société de gestion communiquera au Conseil de Surveillance la stratégie d'investissement de la Société pour l'année à venir, incluant la stratégie qui sera menée en termes d'endettement, de VEFA, d'acquisition et les cessions en France ou à l'étranger.</p>	<p>Chaque année, la société de gestion communiquera au Conseil de Surveillance la stratégie d'investissement de la Société pour l'année à venir, incluant la stratégie qui sera menée en termes d'endettement, , d'acquisition et les cessions en France ou à l'étranger.</p>
<p>Enfin, la société de gestion informera, le cas échéant, le Conseil de Surveillance concernant :</p>	<p>Enfin, la société de gestion informera, le cas échéant, le Conseil de Surveillance concernant :</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les financements en cours et réalisés sur la période écoulée ;</li> <li>- les opérations d'acquisition en cours et réalisées sur la période écoulée ;</li> <li>- les opérations de cession en cours et réalisées sur la période écoulée ;</li> <li>- les travaux en cours sur le patrimoine forestier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les financements en cours et réalisés sur la période écoulée ;</li> <li>- les opérations d'acquisition en cours et réalisées sur la période écoulée ;</li> <li>- les opérations de cession en cours et réalisées sur la période écoulée ;</li> <li>- les travaux en cours sur le patrimoine forestier.</li> </ul>
<p>Le Conseil de Surveillance devra s'abstenir de tout acte de gestion.</p>	<p>Le Conseil de Surveillance devra s'abstenir de tout acte de gestion.</p>
<p>[...]</p>	<p>[...]</p>

- d'apporter à l'article 24 « ASSEMBLÉES GÉNÉRALES » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous dans la colonne « *Rédaction de l'article 24 après modification* », le reste de l'article demeurant inchangé, à l'exception des modifications votées conformément à la douzième résolution, le cas échéant :

Rédaction de l'article 24 avant modification	Rédaction de l'article 24 après modification
<p><b>24. ASSEMBLÉES GÉNÉRALES</b></p> <p>[...]</p> <p>Tout associé peut voter par correspondance. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société de gestion avant la réunion de l'assemblée dans le délai fixé par des dispositions légales et réglementaires. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.</p> <p>[...]</p>	<p><b>24. ASSEMBLÉES GÉNÉRALES</b></p> <p>[...]</p> <p>Tout associé peut voter par correspondance. <del>Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société de gestion avant la réunion de l'assemblée dans le délai fixé par des dispositions légales et réglementaires.</del> Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.</p> <p>[...]</p>

- d'apporter à l'article 25 « ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous dans la colonne « *Rédaction de l'article 25 après modification* », le reste de l'article demeurant inchangé :

Rédaction de l'article 25 avant modification	Rédaction de l'article 25 après modification
<p><b>25. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE</b></p> <p>L'assemblée générale ordinaire entend les rapports de la société de gestion et du Conseil de Surveillance sur la situation des affaires sociales. Elle entend également celui du ou des Commissaires aux Comptes.</p> <p>Elle statue sur les comptes et décide de l'affectation et de la répartition des bénéfices.</p> <p>Elle se prononce sur la candidature du ou des Expert(s) externe(s) forestier(s) indépendant(s) chargé(s) d'expertiser le patrimoine forestier, préalablement à sa ou leur désignation par la société de gestion pour une durée de 5 ans.</p>	<p><b>25. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE</b></p> <p>L'assemblée générale ordinaire entend les rapports de la société de gestion et du Conseil de Surveillance sur la situation des affaires sociales. Elle entend également celui du ou des Commissaires aux Comptes.</p> <p>Elle statue sur les comptes et décide de l'affectation et de la répartition des bénéfices.</p> <p>Elle se prononce sur la candidature du ou des Expert(s) externe(s) forestier(s) indépendant(s) chargé(s) d'expertiser le patrimoine forestier, préalablement à sa ou leur désignation par la société de gestion pour une durée de 5 ans.</p>

<p>Elle nomme le Dépositaire et le Commissaire aux Comptes.</p> <p>Elle approuve les valeurs : nette comptable, de réalisation et de reconstitution.</p> <p>Elle nomme ou remplace les membres du Conseil de Surveillance et arrête chaque année, en rémunération de leur fonction, un budget dont la répartition entre les membres du Conseil de Surveillance est définie dans le règlement intérieur du Conseil de Surveillance.</p> <p>Elle révoque la société de gestion et nomme, en cas de besoin, une nouvelle société de gestion.</p> <p>Elle autorise la société de gestion à mettre en place un fonds de remboursement doté des produits de cession et en fixe le montant maximum, et autorise la reprise des sommes affectées au fonds de remboursement que la société de gestion considérerait comme nécessaire.</p> <p>Elle autorise la société de gestion à contracter, au nom de la Société, des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme dans la limite d'un montant fixé dans la note d'information. Ces opérations se réaliseront aux conditions et modalités arrêtées par la société de gestion et feront l'objet d'une information annuelle du Conseil de Surveillance pour les opérations écoulées et en cours.</p> <p>Elle donne à la société de gestion toutes autorisations pour tous les cas où les pouvoirs qui lui sont conférés seraient insuffisants.</p> <p>Elle délibère sur toutes propositions, portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.</p> <p>Pour délibérer valablement, l'assemblée générale ordinaire doit se composer d'un</p>	<p>Elle nomme le Dépositaire et le Commissaire aux Comptes.</p> <p><del>Elle approuve les valeurs : nette comptable, de réalisation et de reconstitution.</del></p> <p>Elle nomme ou remplace les membres du Conseil de Surveillance et arrête chaque année, en rémunération de leur fonction, un budget dont la répartition entre les membres du Conseil de Surveillance est définie dans le règlement intérieur du Conseil de Surveillance.</p> <p>Elle révoque la société de gestion et nomme, en cas de besoin, une nouvelle société de gestion.</p> <p>Elle autorise la société de gestion à mettre en place un fonds de remboursement doté des produits de cession et en fixe le montant maximum, et autorise la reprise des sommes affectées au fonds de remboursement que la société de gestion considérerait comme nécessaire.</p> <p>Elle autorise la société de gestion à contracter, au nom de la Société, des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme dans la limite d'un montant fixé dans la note d'information. Ces opérations se réaliseront aux conditions et modalités arrêtées par la société de gestion et feront l'objet d'une information annuelle du Conseil de Surveillance pour les opérations écoulées et en cours.</p> <p>Elle donne à la société de gestion toutes autorisations pour tous les cas où les pouvoirs qui lui sont conférés seraient insuffisants.</p> <p>Elle délibère sur toutes propositions, portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.</p> <p><del>Pour délibérer valablement, l'assemblée générale ordinaire doit se composer d'un</del></p>
--	--



<p>nombre d'associés représentant au moins un quart du capital social.</p> <p>Si cette condition n'est pas remplie, il est convoqué une deuxième fois à six jours calendaires d'intervalle au moins une nouvelle assemblée qui délibère valablement quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.</p> <p>Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés.</p>	<p><del>nombre d'associés représentant au moins un quart du capital social.</del></p> <p><del>Si cette condition n'est pas remplie, il est convoqué une deuxième fois à six jours calendaires d'intervalle au moins une nouvelle assemblée qui délibère valablement quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.</del></p> <p>Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés.</p>
---	---

- d'apporter à l'article 26 « ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous dans la colonne « *Rédaction de l'article 26 après modification* », le reste de l'article demeurant inchangé :

Rédaction de l'article 26 avant modification	Rédaction de l'article 26 après modification
<p><b>26. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE</b></p> <p>L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, sans pouvoir toutefois changer la nationalité de la Société.</p> <p>Elle peut décider notamment la transformation de la Société en société de toute autre forme autorisée par la loi et notamment en société commerciale.</p> <p>Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire doit être composée d'associés représentant au moins la moitié du capital social, et ses décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.</p> <p>Si la condition de quorum n'est pas remplie, il est convoqué à six jours d'intervalle au moins une nouvelle assemblée pour laquelle aucun quorum n'est requis, et qui arrête ses décisions à la même majorité. Elle doit</p>	<p><b>26. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE</b></p> <p>L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, sans pouvoir toutefois changer la nationalité de la Société.</p> <p>Elle peut décider notamment la transformation de la Société en société de toute autre forme autorisée par la loi et notamment en société commerciale.</p> <p><del>Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire doit être composée d'associés représentant au moins la moitié du capital social, et ses</del>Les décisions d'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.</p> <p><del>Si la condition de quorum n'est pas remplie, il est convoqué à six jours d'intervalle au moins une nouvelle assemblée pour laquelle aucun quorum n'est requis, et qui arrête ses décisions à la même majorité. Elle doit</del></p>

délibérer sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.	<del>délibérer sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.</del>
---	--

- d'apporter à l'article 27 « CONSULTATION ECRITE VALANT ASSEMBLÉE GÉNÉRALE » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous dans la colonne « Rédaction de l'article 27 après modification », le reste de l'article demeurant inchangé :

Rédaction de l'article 27 avant modification	Rédaction de l'article 27 après modification
<p><b>27. CONSULTATION ECRITE VALANT ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b></p> <p>Hors les cas de réunion de l'assemblée générale prévus par la loi, les décisions peuvent être prises par voie de consultation écrite des associés.</p> <p>Afin de provoquer ce vote, la société de gestion adresse à chaque associé le texte des résolutions qu'elle propose et y ajoute s'il y a lieu tous renseignements et explications utiles.</p> <p>Les associés ont un délai de vingt jours à compter de la date d'expédition de cette lettre pour faire parvenir, par écrit, leur vote à la société de gestion. La société de gestion ne tiendra pas compte des votes qui lui parviendraient après l'expiration de ce délai.</p> <p>En ce cas, l'auteur du vote parvenu en retard de même que l'associé qui se serait abstenu de répondre, seraient considérés comme s'étant abstenus de voter.</p> <p>La société de gestion ou toute autre personne par elle désignée rédige le procès-verbal de la consultation auquel elle annexe les résultats de vote.</p> <p>Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le représentant de la société de gestion, un membre du Conseil de Surveillance ou le secrétaire de l'assemblée générale.</p> <p>Les décisions collectives par consultations écrites doivent, pour être valables, réunir les</p>	<p><b>27. CONSULTATION ECRITE VALANT ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b></p> <p>Hors les cas de réunion de l'assemblée générale prévus par la loi, les décisions peuvent être prises par voie de consultation écrite des associés.</p> <p>Afin de provoquer ce vote, la société de gestion adresse à chaque associé le texte des résolutions qu'elle propose et y ajoute s'il y a lieu tous renseignements et explications utiles.</p> <p>Les associés ont un délai de vingt jours à compter de la date d'expédition de cette lettre pour faire parvenir, par écrit, leur vote à la société de gestion. La société de gestion ne tiendra pas compte des votes qui lui parviendraient après l'expiration de ce délai.</p> <p>En ce cas, l'auteur du vote parvenu en retard de même que l'associé qui se serait abstenu de répondre, seraient considérés comme s'étant abstenus de voter.</p> <p>La société de gestion ou toute autre personne par elle désignée rédige le procès-verbal de la consultation auquel elle annexe les résultats de vote.</p> <p>Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le représentant de la société de gestion, un membre du Conseil de Surveillance ou le secrétaire de l'assemblée générale.</p> <p>Les décisions collectives par consultations écrites doivent, pour être valables, réunir les</p>

conditions de quorum et de majorité définies ci-dessus pour les assemblées générales.	conditions <del>de quorum</del> et de majorité définies ci-dessus pour les assemblées générales.
---	--

- d'apporter au titre VII « DISSOLUTION - LIQUIDATION » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous dans la colonne « *Rédaction du titre VII après modification* », le reste de l'article demeurant inchangé :

Rédaction du titre VII avant modification	Rédaction du titre VII après modification
<b>TITRE VII – DISSOLUTION – LIQUIDATION</b>  Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la société de gestion devra provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire, réunissant les conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 25 ci-dessus pour décider si la Société doit être prorogée ou non.  [...]	<b>TITRE VII – DISSOLUTION – LIQUIDATION</b>  Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la société de gestion devra provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire, réunissant les conditions <del>de quorum</del> et de majorité prévues à l'article 25 ci-dessus pour décider si la Société doit être prorogée ou non.  [...]

#### **QUATORZIEME RESOLUTION**

*(Possibilité d'organiser des assemblées générales par voie de télécommunication)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

**rappelle** que l'article 5 de l'Ordonnance 2025 a permis aux GFI d'organiser leurs assemblées générales par voie de télécommunication,

**décide** en conséquence de modifier les statuts selon les modalités suivantes :

- d'apporter à l'article 24 « ASSEMBLÉES GÉNÉRALES » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous dans la colonne « *Rédaction de l'article 24 après modification* », le reste de l'article demeurant inchangé, à l'exception des modifications votées conformément à la onzième résolution, le cas échéant :

Rédaction de l'article 24 avant modification	Rédaction de l'article 24 après modification
<b>24. ASSEMBLÉES GÉNÉRALES</b>  L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des	<b>24. ASSEMBLÉES GÉNÉRALES</b>  L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des

<p>associés et ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.</p> <p>Les associés sont réunis chaque année en assemblée générale dans les six premiers mois suivant la clôture de l'exercice, au jour, heure et lieu indiqués par l'avis de convocation.</p> <p>Les assemblées générales sont convoquées par la société de gestion. À défaut, elles peuvent être également convoquées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- par le Conseil de Surveillance ;</li> <li>- par le ou les Commissaires aux Comptes ;</li> <li>- par un mandataire désigné en justice à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs associés, réunissant au moins le dixième du capital social ;</li> <li>- par les liquidateurs.</li> </ul> <p>Les assemblées sont qualifiées d'« ordinaires » lorsque leur décision se rapporte à des faits de gestion ou d'administration ou encore à un fait quelconque d'application des statuts et d'« extraordinaires » dans les autres cas.</p> <p>Les associés sont convoqués aux assemblées générales conformément à la loi.</p> <p>Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales, en personne ou par mandataire, celui-ci devant obligatoirement être choisi parmi les associés.</p> <p>[...]</p>	<p>associés et ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.</p> <p>Les associés sont réunis chaque année en assemblée générale dans les six premiers mois suivant la clôture de l'exercice, au jour, heure et lieu indiqués par l'avis de convocation, <u>l'assemblée générale pouvant se tenir exclusivement par un moyen de télécommunication permettant l'identification des actionnaires.</u></p> <p>Les assemblées générales sont convoquées par la société de gestion. À défaut, elles peuvent être également convoquées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- par le Conseil de Surveillance ;</li> <li>- par le ou les Commissaires aux Comptes ;</li> <li>- par un mandataire désigné en justice à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs associés, réunissant au moins le dixième du capital social ;</li> <li>- par les liquidateurs.</li> </ul> <p>Les assemblées sont qualifiées d'« ordinaires » lorsque leur décision se rapporte à des faits de gestion ou d'administration ou encore à un fait quelconque d'application des statuts et d'« extraordinaires » dans les autres cas.</p> <p>Les associés sont convoqués aux assemblées générales conformément à la loi.</p> <p>Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales, en personne ou par mandataire, celui-ci devant obligatoirement être choisi parmi les associés. <u>A l'initiative de la société de gestion, les associés peuvent être autorisés à participer et à voter à l'assemblée générale par un moyen de télécommunication permettant leur identification, conformément à l'article L. 214-107-1 du Code monétaire et financier et</u></p>
--	---

	<p>dans le respect des conditions d'application fixées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>[...]</p>
--	---

### **QUINZIEME RESOLUTION**

*(Modification de la commission de gestion et de la commission d'arbitrage)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

**rappelle** que la Société peut procéder à des co-investissements ou détenir les actifs en indivision avec d'autres investisseurs, les actifs considérés pouvant être gérés par un gestionnaire tiers,

**constate** qu'en l'état de leur rédaction actuelle, les statuts ne couvrent pas la rémunération de la Société de Gestion dans ces hypothèses, alors qu'un suivi et une supervision de la gestion sont réalisés par la Société de Gestion pour le compte de la Société,

**décide** en conséquence de modifier les statuts selon les modalités suivantes :

- d'apporter à l'article 18 « RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION » des statuts les modifications apparaissant ci-dessous dans la colonne « *Rédaction de l'article 18 après modification* », le reste de l'article demeurant inchangé :

Rédaction de l'article 18 avant modification	Rédaction de l'article 18 après modification
<p><b>18. RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION</b></p> <p><b>18.1 Commission de gestion</b></p> <p>La société de gestion perçoit à titre de commission de gestion une rémunération plafonnée à un montant correspondant à zéro virgule quarante pour cent (0,40 %) toutes taxes incluses (TTI) de la valeur vénale des actifs gérés.</p> <p>Cette rémunération est destinée à couvrir les frais courants d'administration et de gestion de la Société.</p> <p>[...]</p>	<p><b>18. RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION</b></p> <p><b>18.1 Commission de gestion</b></p> <p>La société de gestion perçoit à titre de commission de gestion une rémunération plafonnée à un montant correspondant à zéro virgule quarante pour cent (0,40 %) toutes taxes incluses (TTI) de la valeur vénale des actifs gérés.</p> <p>Cette rémunération est destinée à couvrir les frais courants d'administration et de gestion de la Société.</p> <p><u>Cette commission pourra être majorée de 0,20 % maximum toutes taxes incluses (TTI) de la valeur vénale des actifs forestiers dans</u></p>

<p><b>18.5 Commission d'arbitrage</b></p> <p>Pour la cession d'actifs forestiers et en cas de réinvestissement du produit de cession des actifs forestiers, la société de gestion percevra une commission d'arbitrage et de remploi se décomposant comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lors de la cession d'actifs forestiers : 2 % TTI du prix de vente net vendeur,</li> <li>- En cas de réinvestissement du produit de cession d'actifs forestiers : 2 % TTI du prix d'acquisition net vendeur.</li> </ul> <p>Le taux effectif sera de 1 % TTI en cas de transaction (cession ou acquisition) conclue entre deux sociétés gérées par Amundi Immobilier.</p> <p>Ces commissions seront facturées à la Société et prélevées par la société de gestion à la date de l'acquisition ou de la cession de l'actif.</p> <p>[...]</p>	<p><u>lesquels la Société a co-investi, directement ou indirectement, avec un investisseur tiers ou qu'elle détient, directement ou indirectement, en indivision avec d'autres investisseurs dès lors que les actifs considérés sont gérés par un gestionnaire tiers et qu'un suivi et une supervision de cette gestion doivent être réalisés par la société de gestion pour le compte de la Société. Cette commission sera assise sur la valeur des actifs forestiers rapportée à la quote part que détient, directement ou indirectement, la Société en co-investissement ou de manière indivise.</u></p> <p>[...]</p> <p><b>18.5 Commission d'arbitrage</b></p> <p>Pour la cession d'actifs forestiers et en cas de réinvestissement du produit de cession des actifs forestiers, la société de gestion percevra une commission d'arbitrage et de remploi se décomposant comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lors de la cession d'actifs forestiers : 2 % TTI du prix de vente net vendeur,</li> <li>- En cas de réinvestissement du produit de cession d'actifs forestiers : 2 % TTI du prix d'acquisition net vendeur.</li> </ul> <p>Le taux effectif sera de 1 % TTI en cas de transaction (cession ou acquisition) conclue entre deux sociétés gérées par Amundi Immobilier.</p> <p>Ces commissions seront facturées à la Société et prélevées par la société de gestion à la date de l'acquisition ou de la cession de l'actif.</p> <p><u>La société de gestion pourra percevoir une commission d'acquisition de 2 % maximum toutes taxes incluses (TTI) pour les acquisitions d'actifs dans lesquels la Société a co-investi, directement ou indirectement, avec un investisseur tiers ou qu'elle détient, directement ou indirectement, en indivision avec d'autres investisseurs dès lors que les</u></p>
---	--

	<u>actifs considérés sont gérés par un gestionnaire tiers et qu'un suivi, une supervision ou d'autres diligences doivent être réalisés par la société de gestion pour le compte de la Société. Cette commission sera assise sur le prix le prix d'acquisition (hors droits), rapporté à la quote part que détient, directement ou indirectement, la Société en co-investissement ou de manière indivise.</u>  [...]
--	---

### **SEIZIEME RESOLUTION**

*(Recours à l'endettement)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires,  
après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,  
**constate** que la note d'information indique que la Société de Gestion a décidé de ne pas avoir recours à l'endettement, alors que la décision de l'assemblée générale ordinaire du 8 décembre 2020 a autorisé la Société de Gestion à contracter des emprunts pour le compte de la Société ;  
**constate** que cette mention ne permettrait pas à la Société de Gestion de recourir à l'emprunt en cas de besoin de trésorerie éventuel, alors qu'elle y a été expressément autorisée par les associés,  
**autorise** la Société de Gestion à modifier la note d'information, afin de supprimer les mentions selon lesquelles la Société de Gestion décide de ne pas avoir recours à l'endettement.

### **DIX-SEPTIEME RESOLUTION**

*(Modification de la note d'information)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, visant notamment à :

- permettre une classification de la Société en « Article 9 » (produit financier ayant pour objectif l'investissement durable) au sens du Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « SFDR ») ;
- supprimer, rectifier ou mettre à jour certaines mentions devenues erronées ou obsolètes ;

- sous réserve de l'adoption de la onzième résolution, modifier la note d'information de la Société afin de prendre acte de la constitution d'un fonds de remboursement et d'y insérer les limites et critères d'utilisation et de fonctionnement ; et
- sous réserve de l'adoption de la quinzième résolution, modifier la note d'information de la Société afin de prendre acte de la modification de la commission de gestion et de la commission d'arbitrage ;
- sous réserve de l'adoption des treizième et quatorzième résolutions, modifier la note d'information de la Société afin de tenir compte des évolutions législatives issues de l'Ordonnance 2024 et de l'Ordonnance 2025 et des modifications statutaires en résultant ;

**autorise** la société de gestion à modifier la note d'information.

**DIX-HUITIEME RESOLUTION**  
*(Pouvoirs en vue des formalités)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires :

**donne** tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet de procéder à tous dépôts et toutes formalités de publicité prévues par la loi.

---

**LA SOCIETE DE GESTION  
AMUNDI IMMOBILIER**



**ANNEXE 1 – AMUNDI INVESTISSEMENT FORESTIER****NOMINATION DE MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE**

Le Conseil de Surveillance est composé de :

Président : Michel PASQUET  
Vice-président : Patrick DUREAULT

Membres : Jean-Luc CUNY  
Dominique GILLET  
Julien GODART  
Alain KUENTZ  
Didier MONTCHOVET  
Philippe PARCEVAUX  
Lionel PASCAL  
Claudine ROYER  
Laurent TARDIF  
Didier GENDRE

Messieurs Lionel PASCAL, Alain KUENTZ, Laurent TARDIF, Julien GODART, Jean-Luc CUNY et Dominique GILLET ont été nommés par l'Assemblée Générale du 20 juin 2022 pour un mandat de trois exercices expirant lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Six postes seront donc à pourvoir.

Les membres sortants sollicitant le renouvellement de leur mandat sont les suivants (par ordre alphabétique) :

<b>Prénom / Nom</b>	<b>Date de naissance</b>	<b>Activités ou références Professionnelles au cours des cinq dernières années</b>	<b>Nombre de parts détenues dans le GFI</b>	<b>Nombre de mandats détenus dans d'autres GFI gérés ou non par Amundi Immobilier</b>
Dominique GILLET	19/04/1959	Depuis Février 2024 retraité 2009/2024 Responsable des engagements Direction des Crédits Crédit Lyonnais SA LCL	750	Aucun
Julien GODART	01/02/1980	Ingénieur en agriculture Conseiller d'entreprise au sein de cabinet d'expertise comptable depuis janvier 2005 Agriculteur à titre secondaire depuis avril 2016	127	Aucun

Alain KUENTZ	14/06/1950	Ingénieur agronome (INA Paris 70) Licence Sc. Economiques Retraité Ancien responsable de la diversification patrimoniale pour les groupements forestiers	140	Aucun
Lionel PASCAL	31/08/1969	Responsable d'Unité Immobilier Projets Complexes au Crédit Agriculture Centre France	211	Aucun
Laurent TARDIF	15/03/1961	Président des sociétés Groupe PRYSMIAN Gérant des sociétés CLAD – DCA Président de la Fédération Industrielle Electricité FIGEC Membre Conseil Exécutif du MEDEF national	298	Aucun

Les associés qui ont envoyé leur candidature sont (par ordre d'arrivée) :

Prénom et Nom	Date de naissance	Activités ou références Professionnelles au cours des cinq dernières années	Nombre de parts détenues dans le GFI	Nombre de mandats détenus dans d'autres GFI gérés ou non par Amundi Immobilier
Philippe GOURDELIER	14/12/1975	Membre du Comité de Direction de Meilleurtaux placement Co-gérant de Patrimoine (Conseil en gestion de patrimoine)	866	Aucun
Michel MOLLIER- GENERAZ	11/01/1962	1985/2022 Schneider Electric Vice-président Performance industrielle Vice-président Déploiement industrielle Vice-Président Opérations industrielles (direction de groupes)	104	Aucun

		d'usines France et International)		
--	--	--------------------------------------	--	--